



Liberté • Égalité • Fraternité

DEPARTEMENT DE L'AIN
COMMUNE DE BELLIGNAT

**ARRETE DE POLICE Portant
Réglementation temporaire de PERMISSION DE STATIONNEMENT**

LE MAIRE DE BELLIGNAT,

- VU** la demande en date du 01/08/2024, formulée par la société CHAEL, zone de Monternoz, 34 Route de St André sur Vieux Jonc 01960 PERONNAS, pour son client Mme SCAGLIA Pierrette, demeurant au droit du 10 Rue Louis Braille à Bellignat,
- VU** l'article L.2213-2 à 6 du Code Général des Collectivités Locales,
- VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, 8ème partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

CONSIDERANT que pour permettre le déménagement de l'usager et pour garantir la sécurité des usagers de la voie et des ouvriers de l'entreprise, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE

ARTICLE 1 : En raison du déménagement de Mme SCAGLIA Pierrette, demeurant au 10 Rue Louis Braille à Bellignat, la Commune de Bellignat réserve et autorise le pétitionnaire le droit de stationner un Poids Lourd de plus de 3,5 tonnes et un Monte meuble sur le trottoir, au droit du 12 Rue Louis Braille à Bellignat le temps strictement nécessaire au déménagement.

ARTICLE 2 : La signalisation et la mise en sécurité autour des engins sera à la charge du pétitionnaire.

ARTICLE 3 : Cet arrêté est applicable le 14/08/2024 – de 08h00 à 18h00.

ARTICLE 4 : L'accès devra être facilité aux riverains, aux véhicules de service de la Commune, Commissariat de Police d'Oyonnax, Police Municipale, Centre de Secours et aux véhicules des entreprises.

ARTICLE 5 : En cas de nécessité la police municipale pourra demander à l'entreprise chargée des travaux de modifier sa réglementation pour le bon fonctionnement de la circulation.

ARTICLE 6 : Madame la directrice générale des Services, Monsieur le Commissaire de Police d'Oyonnax, les Services Techniques et la police Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté. Pour Ampliation,

Fait à Bellignat, le 01/08/2024

Mme Le Maire,
Véronique RAVET



La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

Conformément aux dispositions de la loi 78/17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la subdivisions départementale de l'équipement ci-dessus désignée ou de la Mairie de Bellignat.

DEMENAGEMENT SCAGLIA.odt